



66^e session de l'Assemblée générale

5^e Dialogue de haut niveau sur le financement du développement

5th High-level dialogue on financing for development

New York, le 7 décembre 2011

Prononcée par S.E. M. Paul Seger, Représentant permanent

Monsieur le Président,

La Suisse réaffirme son soutien au Consensus de Monterrey et à la Déclaration de Doha sur le financement du développement.

Dans un contexte de crise financière qui limite de plus en plus les mécanismes de financement traditionnels, de nouvelles voies doivent être explorées pour améliorer l'accès aux ressources financières destinées aux pays en développement. Parallèlement, notre engagement en faveur de la réduction de la pauvreté et des inégalités ainsi que notre recherche de solutions aux défis mondiaux ne doivent pas être laissés de côté. Malgré la crise, les donateurs devraient s'efforcer d'honorer leurs engagements et de maintenir leurs budgets en faveur de l'Aide publique au développement (APD) afin de continuer à travailler main dans la main avec tous les partenaires de cette entreprise collective.

Par ailleurs, la crise financière a mis en lumière la nécessité de mieux réguler et contrôler le système financier. La **gouvernance économique mondiale** requiert une coordination ouverte et transparente entre les travaux du G20, des institutions financières internationales et des Nations Unies. Les agences spécialisées et les fonds de l'ONU, forts de leurs mandats spécifiques et de leurs atouts respectifs, ont un rôle important à jouer dans ce processus. Dans cette perspective, la Suisse continuera à promouvoir les actions en faveur d'un système onusien fort, cohérent, efficace et bien coordonné.

Monsieur le Président, j'aimerais soulever quelques points que la Suisse considère comme cruciaux dans la discussion d'aujourd'hui :

Premièrement, si les **flux financiers** sont liés aux processus de développement, le rôle et l'importance de chaque flux diffèrent de manière considérable d'un pays à l'autre. Ainsi, les investissements directs étrangers et le commerce peuvent être des flux essentiels dans certains pays, tandis que l'APD et l'allègement de la dette peuvent être plus importants dans d'autres. Pour améliorer la cohérence et l'efficacité du système, des principes et des actions d'ordre général sont certes essentiels, mais des stratégies nationales spécifiques de développement ne le sont pas moins, car il n'existe pas de solution universellement applicable.

Deuxièmement, il faut davantage **mobiliser les ressources nationales**. Chaque pays est responsable en premier lieu de son propre développement économique et social. Il est essentiel que les pays en voie de développement aient les capacités de gérer leur environnement et leurs ressources naturelles de manière durable, afin de générer un revenu suffisant pour garantir des services publics de base et réduire leur dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure. Il faudrait prêter attention aux rapports entre flux financiers nationaux et internationaux ainsi que promouvoir un environnement économique international favorable. La Suisse continuera de soutenir les pays en développement dans la création de systèmes fiscaux efficaces.

La Suisse reconnaît par ailleurs que les **flux financiers illicites** représentent une réelle entrave au développement. Pour gérer ce problème, des efforts constants sont nécessaires, notamment en vue de geler et d'accélérer le retour des avoirs volés dans leur pays d'origine. La Suisse aimerait souligner son engagement aux côtés de ses partenaires ainsi que le rôle phare qu'elle joue en vue d'assurer des progrès continus.

Troisièmement, j'aimerais évoquer l'APD et sa position critique en tant que source de financement du développement. L'APD devrait être une source complémentaire, qui favorise, soulage et/ou complète les autres flux et mécanismes. Si la *quantité* de l'aide accordée est très importante, sa *qualité*, c'est-à-dire son efficacité compte tenu des priorités et des stratégies de développement déterminées au niveau local, n'en est pas moins cruciale. Les principes d'efficacité de l'aide sont toujours d'actualité, comme cela a été relevé à Busan, mais leur mise en œuvre demeure un défi de taille. Il faudrait réaffirmer les principes d'appropriation des programmes par les pays bénéficiaires, promouvoir l'utilisation des systèmes nationaux et renforcer la participation des parties prenantes.

En outre, le travail de préparation à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) est une occasion unique de faire progresser les discussions financières. Il sera important de s'engager de manière constructive sur des points critiques tels que le renforcement du lien entre définition et financement de la politique environnementale mondiale, le problème de l'additionnalité et le rôle du secteur privé.

Enfin, nous aimerions rappeler la nécessité d'insuffler un nouvel élan dans les discussions en faveur d'une **croissance inclusive** et de déployer de sérieux efforts aux plans national, régional et interna-

tional pour s'atteler à cette problématique de plus en plus importante. La croissance doit être inclusive, durable et équilibrée. Nous appelons le système onusien et les institutions financières internationales à travailler en collaboration étroite sur ce sujet majeur. Une attention particulière doit être accordée à l'emploi des jeunes et aux questions relatives à l'égalité entre les sexes.

De manière générale, la Suisse aimerait réaffirmer à quel point il est important d'assurer un **suivi effectif** de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey et de la Déclaration de Doha, en particulier dans le cadre de la préparation des discussions sur l'après-OMD.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr President,

Switzerland reiterates its support for the Monterrey Consensus and the Doha Declaration on financing for Development.

With traditional financing mechanisms under increasing pressure in the financial crisis, new thinking and proposals for innovative measures to improve access to finance for developing countries should be explored. At the same time, our commitment to poverty eradication, the reduction of inequalities, and the provision of solutions to global challenges should not be undermined. Despite the crisis, donors should strive to maintain their Official Development Aid (ODA) commitments and budgets with all partners sharing the burden of this collective effort.

The financial crisis has also shown the necessity for better regulation and supervision of the financial system. **Global economic governance** requires open and transparent coordination between the agendas of the G-20, the international financial institutions and the work of the United Nations. The UN funds and specialized agencies, in accordance with their mandates and comparative advantages, have an important role to play in contributing to this process. Switzerland will continue promoting actions for a strong, well-coordinated, coherent, and efficient UN system for this purpose.

Mr President, let me underline some issues which Switzerland believes are at the heart of the discussion today.

First, while **financial flows** are relevant to development processes, the particular role and significance of each flow differs considerably from country to country. Foreign direct investment (FDI) and trade may be the crucial flows in some countries, for example, while ODA and debt relief may be more important in others. Improved coherence and effectiveness require not only global principles and actions, but also specific country-level development strategies; there is no "one size fits all" solution.

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél +1 212 286 1540. Fax +1 212 286 1555. www.dfae.admin.ch/missny

Second, greater **domestic resource mobilization** must be achieved. Each country has primary responsibility for its own economic and social development. The capacity of developing countries to manage their environment and natural resources in a sustainable manner, in order to raise sufficient revenue to ensure provision of basic public services and to reduce dependence on external aid is crucial. Attention should be paid to the links between domestic and other financial flows through the promotion of an enabling international economic environment. Switzerland will continue to support developing countries in their efforts to create effective tax systems.

Switzerland also recognizes that **illicit asset flows** remain a major impediment to development. Constant efforts to address this challenge are required, notably by effectively freezing and accelerating the return of stolen assets to countries of origin. Switzerland wishes to underline its leading role and its commitment to ensuring further progress together with its partners.

The third point concerns **ODA** and its critical status as a source of financing for development. ODA should assume a complementary role, enabling, leveraging and/or supplementing the other flows and mechanisms. While the *quantity* of ODA is very important, its *quality* – which means its effectiveness with regard to locally determined development priorities and strategies – is also crucial. The Aid Effectiveness principles are still relevant as confirmed in Busan; their implementation remains a significant challenge. Country ownership principles should be reaffirmed, the use of country systems should be promoted, and participation of stakeholders reinforced.

In addition, in the coming months the preparatory work for the UN Conference on Sustainable Development (Rio+20) also provides a unique opportunity to move forward on the financing agenda. It will be important to engage constructively on critical issues, such as creating a stronger link between global environmental policy making and financing, the issue of additionality, and the role of the private sector.

Finally, we would also like to underline the need for renewed progress on the agenda of **inclusive growth** and the strenuous efforts that should be made nationally, regionally and internationally to respond to this increasing challenge. Growth must be inclusive, sustainable and balanced. We call for close collaboration between the UN system and International Financial Institutions on this important agenda. Special attention should be paid here to youth employment and gender aspects.

Overall, Switzerland would like to reaffirm the importance of ensuring an **effective follow-up** to the implementation of the Monterrey Consensus and of the Doha Declaration, particularly in the preparation of the post-MDG discussion.

Thank you for your attention.